



Audrey Jolibois, secrétaire générale du syndicat Force ouvrière à l'Assistance publique-hôpitaux de Marseille, livre un diagnostic alarmant de l'état financier et social du 3e CHU de France. Photo David Rossi

Entretien avec Audrey Jolibois du Lundi 12 septembre 2016
dans le journal « La Provence »

Si le « blog FO-santé » reprend cet entretien
c'est qu'il traduit parfaitement la situation très
dégradée dans tous les hôpitaux de France.

« Seuls le dévouement et le sens du service public du personnel nous ont permis de tenir. »

Un an après l'arrivée de la nouvelle direction, quelle est la température à l'AP-HM ?

Audrey Jolibois : Avec l'Euro de football, les menaces terroristes, le manque d'effectifs criant dans tous les services, l'été a été très difficile... Encore une fois, seuls le dévouement et le sens du service public du personnel nous ont permis de tenir. Il faut savoir par exemple qu'après l'attentat du 14 Juillet, de nombreux agents se sont portés volontaires pour aller donner un coup de main à leurs collègues du CHU de Nice.

Comment qualifieriez-vous la situation financière du CHU marseillais ?

A.J. : Elle est catastrophique (Ndlr : un déficit de 68,1 millions d'euros en 2015, une dette dépassant le milliard d'euros pour un budget de 1,23 milliard). Et au-delà, ce qui m'inquiète, ce sont les conséquences sociales et l'impact sur la qualité des soins apportés à la population. Les agents sont à bout, ils ne tiennent plus, la situation ne s'améliore pas, bien au contraire. Tout devient compliqué dans le système dans lequel nous sommes, la prise en charge du patient est en danger...

Avec ces déficits, comment va-t-on pouvoir financer la moitié de la remise aux normes des sites, une nouvelle maternité, un biogénopole ? Et comment va-t-on entretenir et faire fonctionner ces nouveaux bâtiments, alors qu'on n'a déjà pas assez de personnel et de matériel pour rentabiliser les services existants ? Dans l'attente d'un projet médical, toujours pas communiqué, on n'a aucune visibilité. Mais on voit bien les problèmes rencontrés à La Timone 2 : on a fait un bâtiment gigantesque de 55 000 m² où le ménage ne peut pas être fait partout, où l'on court après les infirmières et les pansements.

Aujourd'hui, on manque de personnel dans toutes les catégories. Pour pallier les carences, la tendance est de sous-traiter en faisant appel au privé. Ce qui coûte très cher. C'est donc une fuite en avant... Et plus généralement, cela génère un véritable problème en termes de management : la gestion des plannings devient impossible, on n'arrive plus à fidéliser le personnel. Ce qui, une fois de plus, ne permet pas la prise en charge du patient dans les meilleures conditions.

La direction, s'appuyant sur plusieurs rapports de l'Inspection générale des affaires sanitaires (Igas), pointe toutefois l'absentéisme record qui sévit au sein du personnel de l'AP-HM...

A.J. : Si les agents sont absents, c'est parce qu'ils sont épuisés, physiquement et moralement ! Qu'il s'agisse des ASH, des infirmières, des cadres soignants, des administratifs et des techniques, la souffrance est générale. Et la cause, c'est la pénurie d'effectifs, dans des services surchargés, où l'on n'arrive plus à boucler les plannings. Même les unités légalement tenues de respecter un quota de personnel, comme les réanimations, sont touchées. Les patients eux-mêmes s'en aperçoivent.

Or, la seule réponse de la direction est de multiplier les contrôles des arrêts maladie qui ont été confiés à une société privée, grassement rémunérée. Aujourd'hui, tout le monde est contrôlé, même les femmes enceintes, mêmes les agents qui ont repris le travail !

Une autre inquiétude porte sur le glissement des tâches : on demande à des infirmières de suppléer des techniciens de labo et à des aides-soignantes de remplacer des infirmières, pour des actes qui ne sont pas prévus dans leurs décrets de compétences. Des jeunes en contrats aidés sont affectés au brancardage ou à des postes administratifs, sans formation . Cela met le service et l'agent lui-même en difficulté. Et cela va de mal en pis...

La direction s'est pourtant engagée à ne pas supprimer de postes...

A.J. : Officiellement, en effet, mais nous n'avons aucune visibilité sur les non-remplacements de départs à la retraite. Le précédent contrat de retour à l'équilibre financier (CREF), massivement rejeté par les syndicats et les médecins, prévoyait explicitement 600 à 700 suppressions de postes. Aujourd'hui, on est dans le flou.

Je reste très attentive à ce sujet et tout le personnel est mobilisé face la rumeur qui circule depuis juillet sur la suppression de 200 postes. Trente postes de tuteurs de soins ont été supprimés en début d'été, mais grâce à la mobilisation de tous, nous avons pu suspendre la suppression de plusieurs postes de brancardiers.

« Si nous pouvons valider certaines réorganisations visant à améliorer le fonctionnement, nous n'accepterons plus aucune suppression de postes. L'agonie de nos services, matériellement et humainement, l'interdit. »

Le constat est là : la situation de nos hôpitaux continue de s'aggraver...

(Entretien mené par Sophie Manelli du journal « La Provence »)



<http://fo-sante.org/>